Quelles conditions pour une reprise de l'aide de l'UE au gouvernement du Burundi ?

RFI, 16-03-2016 BurundiÂ : le gouvernement doit prendre des mesures pour toucher l'aide de l'UE AprÃ¨s avoir constatÃ© que les termes de lâ€™accord de Cotonou qui rÃ©git leur coopÃ©ration nâ€™avaient pas Ã©tÃ© respectÃ©s, lâ€™ consultations avec le gouvernement du Burundi. Elles auront durÃ© trois mois avant que lâ€™UE ne dÃ©cide lundi 14 mars d couper son aide directe au Burundi, mais elle maintient toutefois son aide directe Ã la population et envisage de lancer deux nouveaux projets humanitaires pour subvenir aux besoins de base des Burundais qui sentent dÃ©jÃ l'impact Ã©conomique des diffÃ©rentes sanctions.

Un coup dur pour le pays, plongÃ© dans une grave crise Ã©conomique, surtout quand on sait que lâ€™Europe contribuait Ã hauteur de 20% du budget burundais. Pour toucher les 432 millions dâ€™euros destinÃ©s au pays, le gouvernement doit prendre une sÃ©rie de mesures. Le premier volet desÂ mesures demandÃ©es par lâ€™Union europÃ©enneÂ concerne la lib de la presseÂ : Bujumbura doit autoriser la rÃ©ouverture de tous mÃ©dias privÃ©s car pour lâ€™heure actuelle seules deux ra peuvent Ã nouveau Ã©mettre. Mais surtout, le gouvernement doit assurer la sÃ©curitÃ© et la libertÃ© des journalistes en prenant des mesures concrÃ¨tes contre les actes dâ€™intimidation Ã leur encontre. Depuis le dÃ©but de la crise, nombre dâ€™entre eux ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s, torturÃ©s, assassinÃ©s ou encore forcÃ©s Ã lâ€™exil. Second groupe Ã protÃ©ger, l droits de lâ€™homme. Bruxelles demande la levÃ©e des sanctions qui pÃ¨sent sur une dizaine dâ€™ONG, et que cesse lâ€™oppression subie par leurs militants. Les manifestants arrÃªtÃ©s alors quâ€™ils nâ€™ont pas commis de violence doiven libÃ©rÃ©s, les autres doivent comparaÃ®tre dans les dÃ©lais lÃ©gaux. Selon lâ€™ONU, ils sont plusieurs centaines incarcÃ© sans jugement. Lâ€™UE rÃ©clame ensuite des enquÃªtes internationales sur les allÃ©gations de tortures, de violences sexuelles, de disparitions et d'exÃ©cutions extrajudiciaires. Les responsables doivent Ãªtre punis. Il faut enfin quâ€™un dialogue inclusif se tienne, carÂ BujumburaÂ refuse toujours de rencontrer lâ€™opposition en exil. Si ces mesures sont appliquÃ©es, lâ€™Europe dÃ©bloquera son enveloppe budgÃ©taire. Mais dans le cas contraire elle ne compte pas en rester l Bruxelles prÃ©voit de Â«Â revoirÂ Â» son financement au contingent burundais dans lâ€™Amisom (la mission africaine en Somalie). La quote-part versÃ©e au gouvernement pour sa participation dans lâ€™Amisom est Ã©galement en jeu.